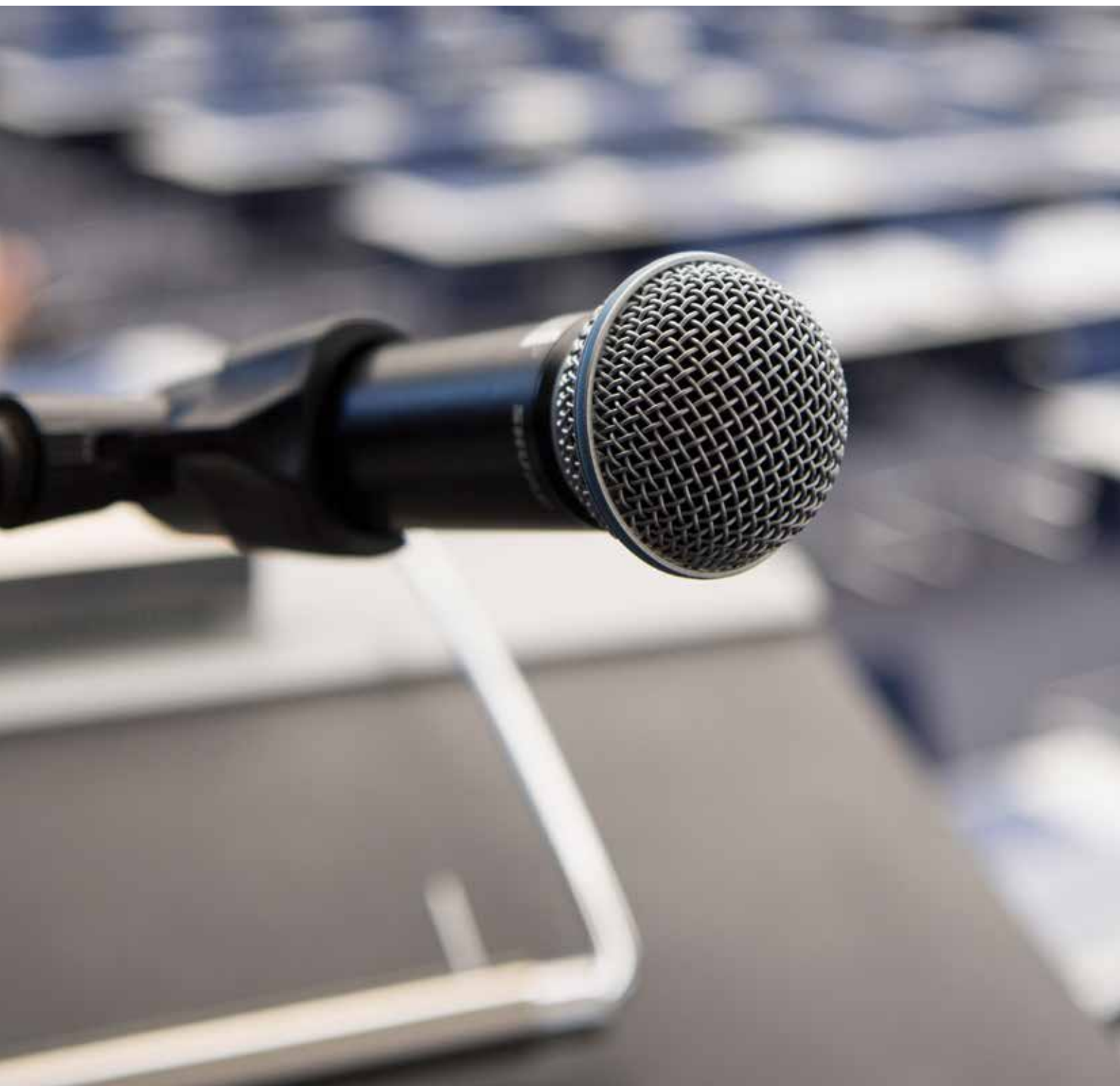


# RAPPORT ANNUEL 2016



Santé publique Suisse est l'organisation indépendante nationale qui défend le point de vue de la santé publique. Elle est le réseau inter-thématique et interdisciplinaire national pour les professionnels de la santé publique, elle vise à créer des conditions cadres optimales pour la santé de la population et offre son expertise aux décideurs.

## **Impressum**

### **Éditeur**

Santé publique Suisse, Berne

### **Date de parution**

mai 2017

### **Responsable**

Corina Wirth, directrice

### **Public Health Schweiz**

Dufourstrasse 30, CH-3005 Bern

[www.public-health.ch](http://www.public-health.ch)

### **Auteurs et auteurs**

Stephanie Baumgartner, Murielle Bochud, Julia Dratva, Verena El Fehri, Daniel Frey, Annette Matzke, Yvan Rielle, Julia Richter, Annemarie Tschumper, Barbara Weil, Felix Wettstein, Corina Wirth, Kaspar Wyss, Ursula Zybach

### **Lectorat et traduction**

Peter B. Schmid, Bern

### **Mise en page**

Evelyn Müller Grafikdesign, Mühlethal

### **Photos/illustrations**

Peter Schneider, Fotograf

<b>AVANT-PROPOS</b>	<b>5</b>
<b>ACTIVITÉS</b>	
<b>1.1 CONFÉRENCE SUISSE DE SANTÉ PUBLIQUE 2016</b>	<b>6</b>
<b>1.2 SYMPOSIUMS</b>	<b>7</b>
<b>1.3 ALLIANCE POUR LA SANTÉ EN SUISSE</b>	<b>9</b>
<b>1.4 INTERGROUPE PARLEMENTAIRE NCD</b>	<b>9</b>
<b>1.5 ALLIANCE COMPÉTENCES EN SANTÉ</b>	<b>9</b>
<b>1.6 PRISES DE POSITION</b>	<b>10</b>
<b>1.7 ACTIVITÉS DES GROUPES SPÉCIALISÉS</b>	<b>11</b>
Groupe spécialisé Nutrition	11
Groupe spécialisé Promotion de la santé	11
Groupe spécialisé Santé mentale	12
Groupe spécialisé Épidémiologie	12
Groupe spécialisé Global Health	12
Groupe spécialisé Santé des enfants et adolescents	13
<b>1.8 ACTIVITÉS DES GROUPES DE TRAVAIL</b>	<b>14</b>
Alliance ONG « Alimentation, activité physique et poids corporel »	14
Association suisse pour la prévention du tabagisme (AT)	15
Coalition Éducation ONG	15
<b>1.9 ACTIVITÉS DES MEMBRES ASSOCIÉS</b>	<b>16</b>
Société suisse des médecins spécialistes en prévention et santé publique (SGPG)	16
Vereinigung der Schulärztinnen und Schulärzte der Schweiz (VSAS)	17
<b>SANTÉ PUBLIQUE SUISSE</b>	
<b>2.1 L'ASSOCIATION</b>	<b>18</b>
<b>2.2 L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES MEMBRES</b>	<b>18</b>
<b>2.3 LE CONSEIL D'EXPERTS</b>	<b>19</b>
<b>2.4 LE CONSEIL D'EXPERTS</b>	<b>20</b>
<b>2.5 2COMITÉ</b>	<b>20</b>
<b>FINANCES</b>	
<b>3.1 COMPTE DE RÉSULTAT</b>	<b>21</b>
<b>3.2 BILAN</b>	<b>22</b>
<b>3.3 RAPPORT DE RÉVISION</b>	<b>23</b>



# AVANT-PROPOS

L'année sous revue a été placée sous le signe du redémarrage : le 1er janvier 2016, les statuts modifiés avec la nouvelle structure des organes sont entrés en vigueur et une nouvelle directrice a repris les rênes du secrétariat.

Sans surprise, les premiers mois étaient consacrés aux travaux internes de mise en place. Le comité, auquel siègent cinq personnes, s'est constitué et le conseil d'experts, qui compte 31 membres, a entamé ses travaux au cours de l'année. Les discussions passionnantes menées notamment au sujet de la planification pluriannuelle ont montré tout l'éventail des thèmes de la santé publique.

Déclencher les discussions entre spécialistes, c'est l'un des objectifs de nos manifestations. La Conférence Suisse de Santé Publique 2016 a représenté un jalon important : nous avons réussi à éclairer un thème d'une actualité brûlante, la migration, selon le point de vue de la santé publique. Nos quatre symposiums ont donné lieu à des discussions sur d'autres sujets actuels, tels que la communication en matière de santé, les démences, le « self-tracking » et le dossier électronique du patient. Ces manifestations d'une demi-journée ont suscité un vif intérêt et ont favorisé les échanges entre membres et spécialistes.

Santé publique Suisse compte intensifier son engagement sur le plan politique. Représentée au comité de l'Alliance pour la santé en Suisse, notre association a assumé une grande partie des travaux préparatifs qui ont abouti, en automne 2016, à la création de l'intergroupe parlementaire maladies non transmissibles NCD. Santé publique Suisse se charge de ses tâches administratives et occupe un siège au groupe de pilotage. Cet engagement au sein de l'Alliance et de l'intergroupe parlementaire nous permet d'influer de manière prépondérante sur leur développement et de nous positionner comme organisation spécialisée du domaine de la santé publique à l'interface entre le Parlement et les experts et expertes. Nous avons ainsi la possibilité de défendre encore mieux les intérêts de Santé publique Suisse sur le plan politique.

En tirant le bilan de l'année passée, nous pouvons constater que les décisions concernant la réorganisation de Santé publique Suisse se sont avérées judicieuses. Grâce à la structure allégée et une équipe du secrétariat hautement motivée, nous avons réussi à fixer des priorités thématiques et à participer activement aux processus de décision. Le résultat des comptes 2016 indique également que nous sommes sur la bonne voie. Nous nous réjouissons de continuer le voyage en votre compagnie.

*Ursula Zybach, Présidente  
Corina Wirth, Directrice*



## 1.1

# CONFÉRENCE SUISSE DE SANTÉ PUBLIQUE 2016

Depuis de nombreuses années déjà, la Conférence Suisse de Santé Publique est considérée comme le plus important événement en Suisse pour les spécialistes du domaine de la santé publique. Pour la première fois, elle était organisée conjointement par Santé publique Suisse et la Swiss School of Public Health (SSPH+). Chaque année, un programme passionnant est mis en place autour d'un thème d'une importance majeure pour la santé publique. La conférence donne également lieu à des échanges fructueux entre spécialistes des sciences et de la pratique.

## Thème d'actualité

La conférence du 15 novembre 2016, qui a eu lieu à Berne, était consacrée à un thème d'une actualité brûlante : « Les réfugiés et personnes déplacées – un défi pour le système de santé suisse ». Le nombre de personnes en fuite n'a jamais été aussi élevé depuis la Deuxième Guerre mondiale et de nombreux conflits et foyers de crise persistent aux portes de l'Europe. Les autorités, la politique et la population sont concernées par le nombre croissant de demandes d'asile en Europe et en Suisse et selon l'avis des experts, le thème de la migration gagnera encore en importance.

Les discussions lors de la Conférence Suisse de Santé Publique 2016 ont porté sur les problèmes de santé des réfugiés – résultant soit des conditions de vie dans leur pays d'origine soit des dangers rencontrés pendant la fuite –, sur la manière de laquelle les structures de soins en Suisse peuvent se préparer ainsi que sur des expériences faites jusqu'alors et des exemples de « best practice ». Près de 250 personnes ont participé à cette manifestation.

## Participation de politiciens de haut rang

La conférence a été ouverte par le conseiller fédéral Alain Berset et le conseiller d'État bernois Hans-Jürg Käser. Dans son discours d'introduction, le secrétaire d'État aux migrations Mario Gattiker a évoqué les développements actuels dans le domaine de l'asile et les solutions envisagées. La participation de ces politiciens de haut rang souligne l'importance qui est accordée tant sur le plan national que cantonal aux questions qui ont été discutées lors de la conférence.

Si la première unité thématique a présenté des faits et chiffres ainsi que les conditions-cadres juridiques, la deuxième était centrée sur les besoins des enfants et des adolescents. La dernière partie de la conférence soulevait la question de savoir si la Suisse en tant que pays d'accueil est préparée à s'occuper des réfugiés et de leurs besoins en matière de santé.

Les trois sessions plénières comprenant au total neuf exposés ont suscité un vif intérêt. En outre, sept ateliers menés en parallèle ont donné l'occasion de discuter divers approches et propositions de solutions concrètes. Parmi les sujets abordés, on citera le soutien aux réfugiés traumatisés ou aux femmes victimes de la violence ainsi que la présentation de programmes actuels dans le domaine migration et santé.

En outre doctorants et post-doctorants ont eu la possibilité de participer à un atelier carrière.



## 1.2

# SYMPOSIUMS

Les symposiums abordent des thèmes d'actualité et visent à déclencher le débat entre spécialistes. Pas moins de quatre symposiums ont été organisés au cours de l'année sous revue. En plus de proposer des conférences passionnantes du monde de la recherche et de la pratique, ils ont encouragé la mise en réseau.

### **Symposium « Communication en matière de santé – entre promotion de la santé et mise sous tutelle », 26 mai 2016, Berne**

La communication en matière de santé se voit souvent reprocher de mettre sous tutelle les citoyens et citoyennes dans un domaine où chacun et chacune devrait assumer ses propres responsabilités. Afin de prendre ses responsabilités il est toutefois nécessaire de disposer des informations pertinentes et de savoir comment mettre en pratique les connaissances. Ce thème est d'une actualité brûlante pour les spécialistes de la santé publique : en effet de quelle manière faut-il concevoir la communication afin d'atteindre le public cible ? Quels sont les aspects prioritaires pour assurer le succès de la communication dans le domaine de la santé ? Lors du symposium du 26 mai, des experts et expertes ont évoqué ces questions. Des conclusions tirées d'analyses d'impact et de l'évaluation de plusieurs campagnes très remarquées ont également fait l'objet des débats. Plus de 80 spécialistes et autres personnes intéressées ont participé à cette manifestation.

### **Symposium « Démences 2020 – Les enjeux d'aujourd'hui et de demain », 6 septembre 2016, Berne**

Ce symposium d'une demi-journée, organisé à l'occasion de la Journée mondiale Alzheimer par Santé publique Suisse et l'Association Alzheimer Suisse, a attiré plus de 150 participants et participantes. Il avait pour but de présenter une vue d'ensemble des enjeux d'ordre politique, social et scientifique qui sont liés aux démences. Actuellement, on estime à quelque 119'000 le nombre de personnes atteintes d'une forme de démence en Suisse. Selon les prévisions, ce nombre est susceptible de tripler d'ici à 2050, bien que les éléments sur lesquels se fondent ces prévisions soient sujets à controverse. La nécessité de disposer de chiffres fiables répertoriant les nouveaux cas et la prévalence de ces maladies était donc l'un des thèmes centraux de ce symposium. Les débats ont également porté sur les progrès dans le domaine de la recherche, sur la manière de soutenir les proches soignants, les soins à apporter aux personnes atteintes de démence en fin de vie ainsi que sur la faisabilité d'un dépistage précoce.



**Symposium « Compter ses pas, mesurer la tension artérielle, calculer les calories : une meilleure santé grâce au self-tracking et aux wearables ? », 26 octobre 2016, Berne**

De nombreux appareils, appelés « wearables », nous permettent de surveiller en permanence notre corps grâce au « self-tracking ». Du point de vue de la santé publique il faut poser la question si cette surveillance électronique permanente peut vraiment contribuer à améliorer la santé.

Le symposium a donné l'occasion d'analyser si et dans quelle mesure les « wearables » peuvent modifier notre comportement et quelle est l'influence du « self-tracking » sur notre santé. Plus de 100 personnes, représentant les domaines de la santé publique, de la politique, des sciences et de la technique, ont en outre discuté avec les experts et expertes présents la question de l'utilisation des données générées par le « self-tracking ». Le but du symposium était de donner une vue d'ensemble de l'état actuel des développements de la technologie et des applications possibles ainsi que d'analyser les répercussions sur la politique et l'économie de la santé.

**Symposium « Le dossier électronique du patient dans la pratique : quels seront les changements au quotidien ? », 6 décembre 2016, Berne**

Ce symposium a suscité un vif intérêt. Quelques mois seulement avant l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur le dossier électronique du patient (LDEP) et les ordonnances y relatives, plus de 100 personnes ont saisi l'occasion de s'informer sur les aspects centraux des nouvelles dispositions. Avec le dossier électronique du patient, chaque personne affiliée à l'assurance-maladie en Suisse aura désormais la possibilité de consulter ses données médicales partout et à tout moment. Le dossier peut contenir, par exemple, des rapports d'opération, des données de laboratoire ou des radiographies. Ce sont les patients et patientes qui décident quelles données seront enregistrées et qui règlent l'accès à ces informations. Le symposium a permis d'aborder la question si l'accès rapide aux données médicales aura vraiment pour conséquence des traitements plus efficaces, plus sûrs et mieux coordonnés et de discuter des changements auxquels doivent se préparer les hôpitaux et les cabinets médicaux. La situation des patients et patientes, qui bénéficieront d'un accès direct à leurs données médicales, a été évoquée tout comme l'important rôle que joueront les médias lors de l'introduction du dossier électronique du patient.





### 1.3

## ALLIANCE POUR LA SANTÉ EN SUISSE

Santé publique Suisse est membre fondateur de l'Alliance pour la santé en Suisse et se charge des travaux administratifs. L'Alliance a été créée comme association sans personnalité juridique mais il s'est avéré que cette forme n'est plus adaptée à ses activités actuelles. Dans un souci de concentrer les forces, d'encourager les coopérations avec d'autres organisations et de faciliter la formation d'opinion à l'interne, les organisations membres ont décidé de transformer l'Alliance en une association. Cette proposition a été adoptée par l'assemblée générale du 18 octobre 2016. Hans Stöckli a été élu président de l'association, Ursula Zybach en est la vice-présidente.

L'objectif commun des organisations membres reste le même : valoriser les aspects positifs du thème de la prévention au moyen d'activités de communication coordonnées. La création de l'intergroupe parlementaire NCD (voir ci-dessous) et l'organisation d'un atelier de communication pour toutes les organisations membres ont constitué des étapes importantes en 2016.

De par son engagement au sein du comité et la gestion du secrétariat, Santé publique Suisse continue à assumer un rôle important au sein de l'Alliance et influe de manière prépondérante sur son évolution. Santé publique Suisse profite d'une part de la communication coordonnée, qui sera encore renforcée à l'avenir, et d'autre part de la possibilité de faire valoir les préoccupations de ses membres.

### 1.4

## INTERGROUPE PARLEMENTAIRE NCD

Les maladies non transmissibles (MNT, en anglais « non-communicable diseases » ou NCD) représentent un défi majeur pour le système de santé suisse. C'est pour cette raison que les conseillers aux États Hans Stöckli et Joachim Eder ainsi que la conseillère nationale Ruth Humbel ont créé en 2016 l'intergroupe parlementaire maladies non transmissibles. Il a pour objectif d'ancrer durablement le thème des MNT et, par conséquent, la promotion de la santé et la prévention dans le débat politique en Suisse. La manifestation d'inauguration s'est tenue le 14 décembre 2016 en présence du conseiller fédéral Alain Berset.

L'intergroupe parlementaire NCD est soutenu par l'Alliance pour la santé en Suisse et par Promotion Santé Suisse. Le secrétariat de Santé publique Suisse a assumé une grande partie des travaux préparatifs et s'occupe des tâches administratives de l'intergroupe. Ursula Zybach et Corina Wirth siègent au sein de son groupe de pilotage. Cet engagement permet à Santé publique Suisse de se positionner comme plaque tournante entre le Parlement et les spécialistes et de défendre ses intérêts sur le plan politique.

### 1.5

## ALLIANCE COMPÉTENCES EN SANTÉ

L'Alliance Compétences en santé a été créée en 2010 par Santé publique Suisse, la Fédération des médecins suisses FMH, la fondation Promotion Santé Suisse, la fondation Careum en MSD Merck Sharp & Dohme AG. La plupart des travaux administratifs ont été assumés par le secrétariat de Santé publique Suisse.

Au cours de l'année sous revue, l'Alliance a décidé d'élargir le cercle de ses membres : Helsana, la Ligue suisse contre le cancer, la Croix-Rouge suisse et les pharmacies toppharm l'ont rejointe. Cette évolution et le fait que le contrat expirait fin 2016 ont incité Santé publique Suisse à repenser son engagement. Il a été décidé de ne pas adhérer à l'Alliance élargie pour le moment et de ne plus prendre en charge les travaux administratifs. Santé publique Suisse préfère se concentrer sur ses propres priorités et de réunir les forces en vue du processus de consolidation entamé après l'entrée en vigueur des nouvelles structures.

1.6

## PRISES DE POSITION

En 2016, Santé publique Suisse a soumis des prises de position sur les thèmes suivants :

- arrêté fédéral concernant les voies cyclables et les chemins et sentiers pédestres (contre-projet direct à l'« initiative vélo »)
- Stratégie nationale de vaccination (SNV)
- droit d'exécution de la loi fédérale sur le dossier électronique du patient (LDEP)
- augmentation de la contribution pour la prévention générale des maladies
- prévention du suicide en Suisse : mesures à prendre et plan d'action
- développement continu de l'assurance invalidité
- programme de stabilisation 2017-2019
- révision des ordonnances relatives à la radioprotection

Tous les documents peuvent être consultés sur le site Internet de Santé publique Suisse.



## ACTIVITÉS DES GROUPES SPÉCIALISÉS

### Groupe spécialisé Nutrition

Le groupe spécialisé Nutrition regroupe des membres de Santé publique Suisse actifs dans le domaine professionnel « Public Health Nutrition ». Lors de sa réunion de mai 2016, le groupe s'est penché sur l'enquête nationale sur l'alimentation menuCH. Celle-ci fournit, pour la première fois, des données représentatives sur les aliments consommés et les comportements alimentaires de la population en Suisse. Esther Camenzind-Frey, collaboratrice scientifique à l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires, a informé sur l'état actuel des travaux. La deuxième réunion du groupe spécialisé Nutrition, tenue en novembre, était consacrée à l'apport de vitamine D. Sabine Rohrmann (chargé de cours à l'Institut d'épidémiologie, biostatistique et prévention de l'Université de Zurich et directrice du registre des tumeurs des cantons de Zurich et Zoug) a présenté un projet en cours visant à étudier le niveau de vitamine D chez les femmes enceintes. Ce projet, qui s'inscrit dans le Programme national de recherche (PNR) 69, étudie le rôle de la pigmentation de la peau et d'autres prédispositions génétiques dans la concentration sanguine en vitamine D des femmes enceintes et de leurs bébés.

Le groupe spécialisé Nutrition représente Santé publique Suisse dans différents organes et participe de manière constructive aux débats. Ces engagements ont débouché, par exemple, sur les « Recommandations pour les années 2017 à 2027 en vue d'un encouragement à la promotion de la santé dans la région du Rhin supérieur », qui devraient être mises en œuvre dans les régions concernées de la France, de l'Allemagne et de la Suisse.

*Dr. Stephanie Baumgartner,  
responsable du groupe spécialisé Nutrition*

### Groupe spécialisé Promotion de la santé

En 2016, le groupe spécialisé Promotion de la santé a coordonné ses activités étroitement avec celles de Santé publique Suisse. Plusieurs symposiums organisés par Santé publique Suisse concernaient des aspects liés à la promotion de la santé, tout comme la conférence annuelle d'ailleurs, consacrée au thème « Les réfugiés et personnes déplacées – un défi pour le système de santé suisse ». C'est pour cette raison que les membres du groupe spécialisé se sont rencontrés à l'occasion de ces manifestations.

La santé personnalisée a émergé comme nouveau thème d'intérêt du groupe spécialisé. Jusqu'à alors, cette notion n'était utilisée que dans le contexte des traitements médicaux ou thérapeutiques, souvent liée au sujet très à la mode du « big data ». Reste à savoir s'il faudra mettre à disposition les prestations visant la promotion

de la santé de manière plus « personnalisée », voire « individualisée » ou s'il s'agirait là d'un abandon, indésirable, du concept des déterminants de la santé.

### Le sommeil, un thème sous-estimé

Le comité du groupe spécialisé s'est penché sur un thème souvent sous-estimé : sommeil et santé. Il a formulé des thèses et commencé à rassembler une documentation. Tandis qu'une approche pathogénique (troubles du sommeil, insomnies) et pratiquée par divers cliniques et laboratoires, l'étude de la relation entre sommeil et santé du point de vue salutogénique est encore à ses débuts. Comment définir un sommeil de bonne qualité et d'une durée suffisante, et surtout : quelles sont les conditions pour un sommeil bienfaisant ? Les premières analyses ont indiqué qu'on peut trouver de nombreux « conseils pour un bon sommeil » qui adressent exclusivement le comportement des individus : rythme journalier, rituels, ce qu'il faut manger et boire avant de se coucher, usage de médias le soir, aménagement de la chambre à dormir, literie, etc. Il est par contre rare que les facteurs structurels qui influent sur la qualité du sommeil soient évoqués : environnement résidentiel, exposition au bruit, possibilité d'obscurcir la chambre, horaires de travail, augmentation du travail de nuit surtout dans le secteur des services (mots clés : travail en équipes, société 24h/24), tendance à prendre des pauses toujours plus courtes pendant la journée, soins apportés aux proches. Un autre lien de causalité a été clairement démontré mais n'attire que rarement l'attention publique : le surpoids peut entraver la durée et la qualité du sommeil, et ce indépendamment du comportement en matière d'alimentation et d'activité physique des personnes concernées.

En guise de bilan provisoire, on peut dire que le sommeil est une catégorie sociale. La probabilité de profiter d'un sommeil réparateur d'une durée suffisante est étroitement liée à la situation sociale. Du point de vue de la santé publique, il ne suffit pas de donner des conseils visant un changement de comportement. Il faut prendre en compte la situation de vie, la situation sociale, l'appartenance à une classe sociale et il faut une orientation conséquente vers l'égalité des chances.

*Prof. Felix Wettstein,  
responsable du groupe spécialisé Promotion de la santé*

## Groupe spécialisé Santé mentale

Le groupe spécialisé Santé mentale élabore entre autres des documents de base sur la santé mentale, soumet des prises de position dans le cadre de processus législatifs et encourage la mise en réseau d'organisations et de spécialistes œuvrant dans le domaine de la santé publique. L'année 2016 a été marquée par trois activités prioritaires.

### Prise de position sur le plan d'action pour la prévention du suicide

Lors de divers ateliers thématiques organisés en 2015, une centaine d'experts et expertes ont activement participé à l'élaboration du plan d'action pour la prévention du suicide en Suisse. Au début de l'année 2016, le groupe spécialisé s'est concentré sur la rédaction d'une prise de position dans le cadre de la procédure de consultation. L'objectif du plan d'action est de réduire durablement le nombre de suicides et de tentatives de suicide. Ses éléments centraux sont la prévention des maladies psychiques, la prévention du suicide organisée par les hôpitaux et les cabinets médicaux, l'accès aux moyens létaux, l'isolement, les statistiques et la recherche. Les besoins spécifiques de certains groupes cibles, des jeunes ou des personnes âgées, par exemple, seront également pris en compte.

### La santé mentale des enfants et des adolescents

À l'occasion de sa session plénière, le groupe spécialisé s'est penché sur le projet revu du document « La santé mentale des enfants et des adolescents : promotion, prévention, dépistage et offres de traitement ». Les aspects suivants y sont abordés : la promotion de la santé dans le domaine de la santé mentale des enfants et adolescents ; détection et intervention précoces dans les groupes à risque ; prévention, notamment en ce qui concerne le suicide de jeunes ; soins dans les domaines de la psychiatrie, de la psychologie et de la psychothérapie pour enfants et adolescents ; questions liées à la coopération avec et entre les organisations d'aide aux jeunes.

### Personnes âgées et suicide

En novembre 2016, le groupe de travail Personnes âgées et suicide a organisé le forum « Prévention du suicide », avec comme thème central la prévention du suicide assisté. Différents exposés, consacrés entre autres au rôle de l'État et au besoin de nouvelles réglementations relatives à l'assistance organisée au suicide, à la représentation du suicide et de l'assistance au décès dans les médias, ainsi qu'à la question si des mesures de prévention sont judicieuses dans les cas où une personne souhaite une assistance au suicide, ont suscité des débats animés et passionnants. Le groupe de travail Personnes âgées et suicide a en outre repris les travaux concernant sa prise de position sur la

santé mentale dans les EMS, qu'il a discutée pour la première fois en 2015.

*Barbara Weil,  
responsable du groupe spécialisé Santé Mentale*

## Groupe spécialisé Épidémiologie

Au début de l'année 2016, Christoph Junker a transmis la fonction de responsable du groupe spécialisé Épidémiologie à Murielle Bochud. Le groupe vise en premier lieu à mettre en réseau les personnes intéressées et disposant d'une expertise dans le domaine de l'épidémiologie. Les membres se sont rencontrés le 15 novembre 2016, à Berne, dans le cadre de la Conférence Suisse de Santé Publique. Ils ont mis sur les rails la planification d'un atelier consacré à l'épidémiologie spatiale, qui devrait avoir lieu en 2017.

*Murielle Bochud,  
responsable du groupe spécialisé Épidémiologie*

## Groupe spécialisé Global Health

Le groupe spécialisé Global Health s'est fixé pour objectif de s'engager pour les thèmes de santé globale en Suisse. Comme dans les années précédentes, il a participé à la manifestation pour parties prenantes du 29 février 2016, organisée par le Département fédéral de l'intérieur et le Département fédéral des affaires étrangères et consacrée à la politique extérieure en matière de santé de la Suisse. Les débats ont porté sur les positions adoptées par la Suisse lors de la 69<sup>ème</sup> Assemblée mondiale de la santé ainsi que sur le code de conduite de l'OMS en matière de personnel dans le système de santé. Le groupe a en outre pris position dans le cadre de la consultation informelle sur le rapport O'Neill concernant la résistance antimicrobienne. Le secrétariat de la World Federation of Public Health Associations, sis à Genève, a été occupé par les travaux préparatifs en vue du Congrès mondial de santé publique qui se tiendra du 3 au 7 février 2017 à Melbourne. À part ces points forts, le groupe spécialisé n'a organisé que peu d'activités et il a renoncé à tenir une assemblée générale.

*Prof. Dr. Kaspar Wyss,  
responsable du groupe spécialisé Global Health*

**Susanne Ruoff, Directrice générale la Poste  
Ursula Zybach, Présidente Santé publique Suisse**



## **Groupe spécialisé Santé des enfants et adolescents**

Le groupe spécialisé Santé des enfants et adolescents s'est constitué lors d'une première réunion, tenue le 15 novembre 2016 dans le cadre de la conférence annuelle. En accord avec la mission de Santé publique Suisse, il a pour objectif d'encourager la mise en réseau et la coopération interdisciplinaires, la coordination et le dialogue entre science et pratique. L'advocacy pour la santé des enfants et des adolescents dans le monde de la science, dans la politique et auprès du grand public est une autre priorité du groupe qui, fin 2016, comptait près de vingt membres représentant un large éventail de disciplines.

Deux priorités ont été définies pour les années à venir : d'une part, le groupe spécialisé veut contribuer à la mise en œuvre d'une politique cohérente en matière de santé des enfants et des adolescents et d'autre part, il veut s'engager pour un monitoring de l'état de santé de ces groupes d'âge. Il a formulé des objectifs et mesures stratégiques correspondants à l'intention du conseil d'experts, qui devraient être intégrés à la planification pluriannuelle de Santé publique Suisse et ainsi faire de la santé des enfants et adolescents un thème central de la période 2017 à 2020. Le premier projet mis en pratique est un atelier intitulé « Towards a national child and adolescent health surveillance system », organisé en collaboration avec la SSPH+ et le Swiss TPH et prévu pour février 2017.

*Dr. Daniel Frey,  
responsable du groupe spécialisé Santé des enfants et adolescents*



## ACTIVITÉS DES GROUPES DE TRAVAIL

### Alliance ONG « Alimentation, activité physique et poids corporel »

L'Alliance regroupe Santé publique Suisse, CardioVasc Suisse, la Fondation Suisse de Cardiologie, l'Alliance des organisations de consommateurs, le Forum Obésité Suisse, la fondation IdéeSport, la Ligue suisse contre le cancer, Pro Juventute et la Société Suisse de Nutrition. Elle a pour but de contribuer à la lutte contre l'épidémie de surpoids et de promouvoir un comportement sain en matière d'alimentation et d'activité physique.

#### Prises de position et entretiens

Au cours de l'année 2016, l'Alliance a soumis deux prises de position (Initiative vélo, augmentation de la contribution pour la prévention générale des maladies) et un commentaire sur la proposition d'introduire une « taxe sur le sucre » par le parlement du canton de Neuchâtel. De plus, elle s'est engagée en faveur de la poursuite du projet « l'école bouge », qui a rencontré un grand succès, et a adressé une lettre à ce sujet au conseiller fédéral Guy Parmelin.

Des rencontres et des entretiens ont eu lieu avec des représentants et représentantes du service Alimentation et activité physique de l'OFSP, du service Nutrition de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires ainsi qu'avec la présidente de la Commission fédérale de l'alimentation.

#### Projet pilote : consommation de fruits à l'école dans le canton de Berne

Suite au rejet de la motion parlementaire « Programme suisse en faveur de la consommation de fruits à l'école », l'Alliance ONG a élaboré en 2016 un concept interne en vue de la planification et la mise en œuvre d'un tel programme sur le plan national en combinaison avec des aspects du développement durable. Diverses tentatives et travaux préliminaires ont abouti à un concept remanié qui, sur mandat de la Société Suisse de Nutrition (SSN), a été soumis en tant que projet pilote pour le canton de Berne au Programme d'encouragement pour le développement durable de l'Office fédéral du développement territorial (ARE). Malheureusement, l'ARE n'a pas accepté le projet. La SSN compte néanmoins s'engager, en coopération avec les partenaires intéressés, pour la planification et la mise en œuvre d'un projet pilote dans le canton de Berne au cours de l'année 2017.



### Un bon départ pour « Mobilité active et santé »

Pour l'Alliance ONG « Alimentation, activité physique et poids corporel », le point culminant de l'année était la mise sur rails du projet « Mobilité active et santé – une collaboration entre promotion de la santé et la planification des transports et des villes ». Les objectifs du projet : transmettre les connaissances à un large cercle de spécialistes (universités, administration, exécutives des communes, bureaux de planification privés, etc.), encourager les spécialistes à prendre en compte les aspects touchant à la promotion de la santé lors de projets de planification et de construction, concevoir les espaces publics de manière à promouvoir l'activité physique (par ex. infrastructure favorisant les déplacements à pied et en vélo, espaces de jeu, de sports et de rencontres attrayants).

*Dr. œc. troph. Annette Matzke,  
représentante de Santé publique Suisse auprès de l'Alliance ONG  
« Alimentation, activité physique et poids corporel »*

### Association suisse pour la prévention du tabagisme (AT)

L'année 2016 de l'association a été marquée par le débat politique autour de la nouvelle loi sur les produits du tabac. Conformément à sa mission, l'AT accompagne le processus législatif et poursuit ainsi les travaux de coordination entre les membres de l'Alliance pour la santé en Suisse visant l'introduction d'une loi efficace sur les produits du tabac. En 2016, l'AT s'est chargée de la coordination des activités des partisans d'une telle loi vis-à-vis du Parlement et notamment vis-à-vis des commissions parlementaires. Grâce à la mise en œuvre de la stratégie du groupe de travail Politique, qui est également soutenu par Santé publique Suisse, les arguments des opposants à toute forme de publicité pour les produits du tabac, de la promotion et du parrainage ont trouvé un écho plus important dans les médias. L'association a notamment renforcé ses activités en ce qui concerne les manifestations pour médias, les actions, le travail médiatique et, depuis peu, l'utilisation de twitter.

En dépit de ces efforts, les deux Chambres du Parlement n'ont pas voulu mener le débat et ont décidé le renvoi du projet de loi. Le Parlement n'est donc pas prêt à accepter des restrictions supplémentaires de la publicité pour les produits du tabac, de la promotion et du parrainage mais demande au Conseil fédéral de proposer un nouveau projet de loi qui n'inclut que les mesures incontestées, comme par exemple l'interdiction de la vente aux mineurs.

*Verena El Fehri,  
directrice de l'Association suisse pour la prévention du tabagisme*

### Coalition Éducation ONG

La Coalition Éducation ONG regroupe une trentaine d'organisations non gouvernementales des domaines santé, droits de l'homme, développement, environnement et jeunesse. En 2016, elle s'est constituée en association avec l'objectif de mieux faire valoir les intérêts de la société civile, et en particulier des enfants et adolescents, dans la politique de l'éducation. Les tâches de l'association consistent, entre autres, à répertorier les dossiers importants de la politique nationale en matière d'éducation grâce à un monitoring ainsi que l'élaboration et la communication de prises de position et de messages communs de la société civile concernant la politique de l'éducation. En 2016, la Coalition s'est prononcée par exemple sur les mesures d'épargne dans le domaine de l'éducation prévues par la Confédération, ainsi que sur l'Ordonnance sur les constructions des hautes écoles. Dans sa publication « Projet Agenda suisse de l'éducation 2030 », elle a en outre démontré de quelle manière on peut mettre en pratique en Suisse également les objectifs liés à l'éducation de l'Agenda du développement durable adoptée par l'ONU. Daniel Frey représente Santé publique Suisse au sein du comité de l'association.

*Dr. Daniel Frey,  
membre du comité de Santé publique Suisse*



## 1.9

## ACTIVITÉS DES MEMBRES ASSOCIÉS

### Société suisse des médecins spécialistes en prévention et santé publique (SGPG)

Le comité de la SGPG a tenu cinq séances d'une demi-journée en 2016. L'assemblée générale a eu lieu à Spiez et a connu une affluence réjouissante ; elle a été dirigée pour la première fois par la nouvelle présidente Julia Dratva. Les membres ont pris connaissance avec satisfaction du fait que la société bénéficie d'une solide assise financière. Les cotisations annuelles resteront ainsi inchangées et la SGPG peut présenter un budget équilibré pour 2017.



### Évaluation intermédiaire de la stratégie

Au cours des années passées, la SGPG a connu une évolution remarquable. L'évaluation intermédiaire de la stratégie 2014-2017 a mis en évidence que pratiquement tous les objectifs importants ont été atteints et le pas vers l'indépendance a été franchi avec succès. Grâce entre autres à l'augmentation des cotisations annuelles et le soutien accordé à certains projets par des tiers (SSPH+), la marge de manœuvre financière s'est légèrement améliorée mais elle reste limitée étant donné la taille de la société spécialisée. La communication envers des membres a été renforcée au moyen d'une newsletter et de nombreuses prises de position sur des dossiers d'actualité ont permis d'augmenter la visibilité auprès du monde politique. Suite à un remaniement du site Internet, tous les contenus sont maintenant disponibles en français et en allemand.

### Visibilité au sein du corps médical et auprès de la politique

La SGPG a intensifié les contacts avec la FMH et se félicite de l'élection de Carlos Quinto au comité central de la FMH. Par le biais de deux articles parus dans le Bulletin des médecins suisses, la SGPG a essayé de se donner plus de visibilité, en tant que société spécialisée, au sein du corps médical. Elle était en outre active sur le plan politique en soumettant des prises de position, entre autres sur la Stratégie de vaccination de l'OFSP et la Stratégie MNT.

### Engagement renforcé dans le domaine de la formation continue

Pour la deuxième fois, la SGPG a organisé avec succès une formation postgraduée en collaboration avec l'Association des médecins cantonaux de Suisse (AMCS), placée cette fois sous le thème « Épidémiologie digitale : l'avenir appartient-il aux données ? ». Elle a en outre mis sur les rails une coopération plus étroite avec les collègues d'Allemagne et d'Autriche. Des conférences annuelles donneront désormais lieu à des échanges intensifiés. Un premier symposium, consacré à la « Health literacy », a été organisé en commun dans le cadre de la European Public Health Conference à Vienne.

### Accréditation et nouvelles bases pour la formation continue

En 2016, un travail considérable a été effectué dans le domaine de la formation continue, dont les bases sont désormais remaniées. Le nouveau programme de formation continue, le logbook électronique et le guide d'examen confèrent au titre de médecin spécialiste en santé publique un profil de compétences plus clair, avec deux orientations : pratique d'un côté, science et recherche de l'autre. Le processus d'accréditation de la société et du titre de médecin spécialiste pour 2018 par l'OFSP est encore en cours. En novembre, la SGPG a soumis une autoévaluation détaillée. Le comité est persuadé que grâce à ces nouvelles bases, la SGPG dispose d'une assise solide pour l'avenir et qu'elle peut agir conformément à la devise de l'accréditation : promotion de la qualité au lieu de contrôle de qualité.

*Julia Dratva, présidente  
Yvan Rielle, secrétaire de la SGPG*



## Association des médecins scolaires de Suisse (AMSS)

Les médecins scolaires assument une tâche de santé publique qui comprend des moyens d'action et des exigences spécifiques à l'interface entre santé et éducation. En tant qu'association spécialisée, l'AMSS s'engage pour une médecine scolaire de haute qualité et accessible à tous les enfants ainsi que pour le soutien et la reconnaissance des professionnels œuvrant dans le domaine de la médecine scolaire. Elle regroupe des représentants et représentantes des services de santé scolaire de grandes villes suisses ainsi que plusieurs responsables cantonaux de la santé scolaire. Tous ces services s'occupent actuellement de la santé de près de 550'000 écoliers et écolières en Suisse (soit environ 75 % du nombre total).



### Prendre position en faveur de la santé des enfants

L'importance de la promotion de la santé et de la prévention chez les enfants et les jeunes est soulignée dans de nombreuses stratégies de la Confédération (par ex. Stratégie Santé2020, Stratégie MNT). En 2016 également, l'AMSS s'est engagée pour que ces paroles soient suivies d'actes. Elle a soumis des prises de position (par ex. Stratégie MNT, prévention du suicide, Stratégie de vaccination) et a mis en évidence les contributions spécifiques que les services de santé scolaire et les professionnels du domaine peuvent apporter dans l'environnement scolaire.

### Contribuer à la formation continue

Au cours de l'année 2016, l'AMSS a participé à l'organisation de modules de formation continue du CAS Médecin scolaire, proposé par la ZHAW Winterthur (Haute école zurichoise des sciences appliquées) et la Swiss School of Public Health. La conférence annuelle de l'AMSS était consacrée au thème « Kinder schützen – protéger les enfants », un aspect particulièrement délicat du travail des médecins scolaires. La manifestation a suscité un vif intérêt.

### Mettre à disposition des données

L'utilisation croissante de dossiers électroniques renferme un grand potentiel en ce qui concerne la mise à disposition de données de la médecine scolaire en vue des rapports sur la santé et des mesures à envisager. La collaboration de l'AMSS au sein du nouveau groupe spécialisé Santé des enfants et adolescents de Santé publique Suisse ouvre certaines perspectives. Le monitoring de l'IMC 2016, initié entre autres par l'AMSS et réalisé par Promotion Santé Suisse, ainsi que le rapport sur la santé des jeunes de la ville de Berne démontrent de quelle manière les données peuvent être mises à profit.

### Prendre en compte les développements actuels

En mettant à disposition des jeunes un flyer d'information, l'AMSS a contribué à ce que le programme de vaccination contre les HPV de l'été 2016 a pu démarrer à temps également chez les garçons. Les membres de l'association ont en outre profité de synergies et d'échanges d'expériences à propos de divers sujets (nouvelle orientation des prestations de services, introduction de dossiers électroniques, contenu des pharmacies d'écoles, examens d'enfants dans le domaine de l'asile, etc.).

### Adapter l'organisation aux évolutions futures

En 2016, l'AMSS a analysé son organisation en vue de l'évolution future. Il en est ressorti que la priorité en 2017 doit être une meilleure prise en compte des préoccupations des cantons ruraux, des médecins scolaires suppléants ainsi que des infirmières scolaires et des assistantes médicales.

*Annemarie Tschumper  
co-présidente de l'AMSS*

**2.1**

## **L'ASSOCIATION**

Santé publique Suisse est l'organisation indépendante nationale qui défend le point de vue de la santé publique. Elle est le réseau inter-thématique et interdisciplinaire national pour les professionnels de la santé publique, elle vise à créer des conditions cadres optimales pour la santé de la population en Suisse. Elle offre son expertise aux décideurs.

Santé publique Suisse dispose de six groupes spécialisés et organise chaque année une conférence spécialisée ainsi que plusieurs symposiums d'une demi-journée consacrés à des sujets d'actualité de politique de la santé. Fin 2016, l'association comptait 653 membres individuels, 111 membres collectifs et 22 membres donateurs.

Avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016, Santé publique Suisse s'est donné une nouvelle structure, les nouveaux organes ont repris leur travail au cours de l'année sous revue.

**2.2**

## **L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES MEMBRES**

L'assemblée générale est l'organe suprême de Santé publique Suisse. Lors de l'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 19 mai 2016 à Berne, toutes les propositions à l'ordre du jour ont trouvé une majorité. Dans un discours d'introduction, Tania Dussey-Cavassini, vice-directrice, Ambassadeur et responsable de la division Affaires internationales à l'OFSP, a parlé des objectifs de développement durable de l'ONU.

**dgad, Andreas Fahr, Professeur, Université de Fribourg**

**Brigitte Buhmann, Directrice bpa**

**Hans Stöckli, Conseiller aux Etats, Président de la GELIKO**



## 2.3

# LE CONSEIL D'EXPERTS

Le conseil d'experts nouvellement constitué est depuis le 1er janvier 2016 un organe législatif de Santé publique Suisse. Il a remplacé le comité directeur et est responsable de l'orientation thématique à long terme de l'association. Lors de ses trois réunions au cours de l'année 2016 il s'est notamment penché sur l'orientation thématique et la planification pluriannuelle de Santé

publique Suisse. En outre, le conseil d'experts a adopté le règlement des groupes spécialisés, élaboré par le comité en collaboration avec des représentants de ces groupes. Le règlement, qui est entré en vigueur le 1er janvier 2017, définit les objectifs, l'organisation, les tâches et les finances des groupes spécialisés ainsi que leur intégration dans l'association Santé publique Suisse.

Nom	Organisation/institution
Ursula Zybach	Présidente, Santé publique Suisse
Stephanie Baumgartner Perren	Experte indépendante
Ursina Baumgartner	Rectrice Kalaidos HES, Département Santé
Andy Biedermann	Swiss Public Health Services
Raphaël Bize	Institut universitaire de médecine sociale et préventive (IUMSP), Lausanne
Murielle Bochud	Médecin-chef, Division des maladies chroniques, CHUV
Bettina Borisch	World Federation of Public Health Associations (WFPHA) c/o CMU/ISG Genève
Brigitte Buhmann	Bureau de prévention des accidents bpa
Claudia Burkard Weber	Direction du service de la santé, département de la santé publique du canton de Lucerne
Julia Dratva	ZHAW Winterthur (auparavant Swiss TPH)
Ralph Fingerhut	Chimiste, responsable de laboratoire, dépistage néonatal suisse, clinique universitaire Zurich
Daniel Frey	Dr med. FMH Pédiatrie
Martin Hafen	Assistant social, chargé de cours, Haute école de Lucerne – travail social
Sonja Kahlmeier	Institut d'épidémiologie, biostatistique et prévention, Université de Zurich
Roswitha Koch	Association suisse des infirmiers et infirmières (ASI)
Alfred Künzler	Chef du bureau de coordination, Réseau Santé Psychique Suisse
Nino Künzli	Vice-directeur Swiss TPH, directeur Swiss School of Public Health (SSPH+)
Philippe Lehmann	Science politique, droit, santé publique et politique sociale, Neuchâtel
Marcel Mesnil	pharmaSuisse / Société suisse des pharmaciens
Julie Page	Sociologue de santé publique ZHAW
Miriam Rodella Sapia	FMH Médecine interne générale, dentiste
Brigitte Ruckstuhl	Experte indépendante, historienne
Sabine Schläppi	Pro Mente Sana
Robert Sempach	Responsable de projet Santé, Direction des affaires culturelles et sociales, Fédération des coopératives Migros
Susanne Stronski	Dr med., Pédiatre FMH, spécialiste en Santé des Adolescents
Annemarie Tschumper	Service de la santé publique de la ville de Berne
Thomas Vogel	Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG)
Barbara Weil	Fédération suisse des médecins FMH
Felix Wettstein	Haute École Spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse
Kaspar Wyss	Swiss TPH
Isabel Zihlmann	Diététicienne

Le comité directeur et le conseil de gestion ont achevé leurs travaux fin 2015. Santé publique Suisse tient à exprimer sa reconnaissance pour leur engagement aux membres suivants, qui ne siègent pas au nouveau conseil d'experts : Georg Bauer, Urs Hinnen, Chung-Yol Lee, Giorgio Merlani, Stefan Neuner, Nicole Probst, Adrian Ramseier, Rudolf Zurkinden.

## 2.4 COMITÉ

Le comité est l'organe directeur de Santé publique Suisse. Lors de sa première réunion, le 13 janvier 2016, il a attribué les tâches aux membres : Isabel Zihlmann a repris le ressort Groupes spécialisés, Nino Künzli s'occupe du ressort Science. Corina Wirth a été reconduite à l'unanimité dans sa fonction de directrice de Santé publique Suisse.

Le comité s'est réuni pour trois autres séances au cours de l'année 2016 pour discuter des affaires courantes, telles que la planification annuelle, les finances et les manifestations.

Nom	Fonction	Organisation / Institution
Ursula Zybach	Présidente	Ingénieur en technologie alimentaire diplômé EPF, députée au Grand Conseil, vice-présidente PS canton de Berne
Daniel Frey		Dr med. FMH Pédiatrie, divers mandats
Nino Künzli	Ressort Science	Vice-directeur Swiss TPH, directeur Swiss School of Public Health (SSPH+)
Susanne Stronski		Dr med., Pédiatre FMH, spécialiste en Santé des Adolescents
Isabel Zihlmann	Ressort Groupes spécialisés	Dipl. œc. troph., diététicienne

## 2.5 SECRÉTARIAT

La gestion opérationnelle de Santé publique Suisse incombe au secrétariat, situé à Berne. Dirigé par Corina Wirth depuis janvier 2016, il comptait quatre collaboratrices à la fin de l'année sous revue (2,5 équivalents temps plein).





**3.1****COMPTE DE RÉSULTAT**

La comptabilité a subi des modifications avec effet au 1.1.2016. Puisque la structure du compte de résultat 2016 ne correspond pas à celle des années précédentes, il a été renoncé à présenter une comparaison des chiffres des différents exercices.

<b>Produits</b>	<b>CR 2016 (CHF)</b>
Cotisations des membres	200'772
Frais de participation	109'980
Contributions de tiers et donations	242'480
Autres recettes	-3'752
Dissolution de provisions	0
<b>Total</b>	<b>549'480</b>
<b>Dépenses</b>	<b>CR 2016 (CHF)</b>
Charges pour manifestations	210'624
Charges pour prestations de services	97'742
Charges de personnel	138'433
Organes	11'764
Charges de locaux	8'768
Entretien et réparations	1'114
Assurances de choses	770
Charges d'administration	31'358
Provisions développement de l'organisation	37'673
<b>Total</b>	<b>538'246</b>
<b>Bénéfice de l'exercice</b>	<b>11'235</b>

État au 01.05.2017

## 3.2

**BILAN**

<b>Actifs</b>	<b>31. 12. 2015 (CHF)</b>	<b>31. 12. 2016 (CHF)</b>
Liquidités	136'808	112'275
Débiteurs	35'620	82'480
Montant de compensation		9'787
Actifs de régularisation	10'000	250
<b>Total</b>	<b>182'428</b>	<b>204'792</b>
<b>Passifs</b>	<b>31. 12. 2015 (CHF)</b>	<b>31. 12. 2016 (CHF)</b>
Dettes résultant de prestations	93'130	43'799
Créditeur taxe sur la valeur ajoutée	2'704	
Créditeurs assurances sociales	-21'301	-6'884
Passifs de régularisation	4'849	15'920
Provisions développement de l'organisation	37'167	74'840
Capital propre au 1.1.2016	37'055	65'879
Bénéfice de l'exercice	28'824	11'237
<b>Total</b>	<b>182'428</b>	<b>204'792</b>
<b>Capital propre</b>	<b>65'879</b>	<b>77'116</b>

# RAPPORT DE RÉVISION

Treuhand  
Germann

## Bericht der Revisionsstelle an die Mitgliederversammlung der Public Health Schweiz, Bern

Als Revisionsstelle haben wir die Buchführung und die Jahresrechnung (Bilanz und Betriebsrechnung) des Vereins Public Health Schweiz für das den Zeitraum vom 1. Januar 2016 bis 31. Dezember 2016 umfassende Geschäftsjahr geprüft.

Für die Jahresrechnung ist der Vorstand verantwortlich, während unsere Aufgabe darin besteht, diese zu prüfen und zu beurteilen. Wir bestätigen, dass wir die Anforderungen hinsichtlich Befähigung und Unabhängigkeit erfüllen.

Unsere Prüfung erfolgte nach dem Schweizer Standard zur Eingeschränkten Revision. Danach ist diese Revision so zu planen und durchzuführen, dass wesentliche Fehlaussagen in der Jahresrechnung erkannt werden. Eine Eingeschränkte Revision umfasst hauptsächlich Befragungen und analytische Prüfungshandlungen sowie den Umständen angemessene Detailprüfungen der beim geprüften Verein vorhandenen Unterlagen. Dagegen sind Prüfungen der betrieblichen Abläufe und des internen Kontrollsystems sowie Befragungen und weitere Prüfungshandlungen zur Aufdeckung deliktischer Handlungen oder anderer Gesetzesverstösse nicht Bestandteil dieser Revision.

Bei unserer Revision sind wir nicht auf Sachverhalte gestossen, aus denen wir schliessen müssten, dass die Jahresrechnung sowie der Antrag über die Verwendung des Bilanzgewinnes nicht Gesetz und Statuten entsprechen.

M'buchsee, 1. Mai 2017

**Treuhand Germann**

  
Sabine Germann  
Revisorin

Beilage: Jahresrechnung per 31. Dezember 2016

Jahresgewinn (total)	CHF	4'361.44
Jahresgewinn Public Health Schweiz	CHF	11'237.26
Jahresverlust Allianz Gesunde Schweiz	CHF	- 1'223.85
Jahresgewinn Parlamentarische Gruppe	CHF	668.85
Jahresverlust Allianz Gesundheitskompetenz	CHF	- 6'320.82

Sabine Germann; Treuhänderin mit eidg. Fachausweis  
Höheweg 2, CH-3053 Münchenbuchsee  
Tel: 031 869 66 43; Fax: 031 869 66 93  
Mobil: 079 691 80 37  
e-Mail: [info@treuhandgermann.ch](mailto:info@treuhandgermann.ch)  
Web: [www.treuhandgermann.ch](http://www.treuhandgermann.ch)

**Santé publique Suisse**

Dufourstrasse 30

CH-3005 Berne

Tél. +41 31 350 16 00

[info@public-health.ch](mailto:info@public-health.ch)

[www.public-health.ch](http://www.public-health.ch)